Nouvelles locales du lundi 20 octobre 2014

@rib News, 20/10/2014 Ï Gouvernance - Lâ€™Observatoire de Lutte contre les Malversations Economiques (OLUCOME) trouve que le gouvernement du Burundi continue de faire des dÃ©penses en dehors de la loi. Selon le prÃ©sident de cette organisation, le jet prÃ©sidentiel dont le porte-parole du gouvernement a parlÃ© a Ã©tÃ© achetÃ© par le gouvernement dans des conditions obscures. Gabriel Rufyiri voit que ce jet aurait Ã©tÃ© achetÃ© au moyen de lâ€™argent en provenance de lâ€™AMISOM avec dâ€™autres fonds dont la provenance nâ€™est pas connue.
Il ajoute Ã©galement quâ€™il y a des vÃ©hicules de la prÃ©sidence de la RÃ©publique qui ont Ã©tÃ© achetÃ©s dans la clan par le gouvernement et qui nâ€™ont pas encore commencÃ© Ã circuler suite Ã leurs dÃ©fauts. Tout cela est dÃ», selon lui, Ã groupe de personnes qui veulent gÃ©rer les affaires du gouvernement comme les leurs pour en tirer quelque chose Ã leur profit. Il pointe du doigt le ministre des Finances et le chef de cabinet civil du prÃ©sident de la RÃ©publique. Il demande quâ€™ils expliquent cette situation. [rtr/rpa/bonesha/isanganiro] Ï Politique - Alors que le Burundi cÃ©lÃ¨bre ce mardi 21 octobre le 21Ã¨me anniversaire de lâ€™assassinat du prÃ©sident Melchior Ndadaye, le Forum pour la Conscience et le DÃ©veloppement (FOCODE) trouve que la dÃ©mocratie est menacÃ©e et quâ€™elle nâ€™a fait depuis aucun pas en avant. prÃ©sident de cette association de la sociÃ©tÃ© civile burundaise, les droits de la personne humaine et plus particuliÃ¨rement la libertÃ© dâ€™expression nâ€™est pas du tout respectÃ©e. Pacifique Nininahazwe se fonde sur le fait que depuis le dÃ©bu cette annÃ©e, parmi les 6 demandes de manifestation publique formulÃ©es, aucune nâ€™a Ã©tÃ© acceptÃ©e par le ministÃ¨r lâ€™intÃ©rieur et cela sans raison valable lÃ©galement selon lui. De mÃªme, il estime que la dÃ©mocratie est aussi mise Ã r par le fait que les militaires autour du prÃ©sident de la RÃ©publique constituent une violation du principe de civilitÃ© du gouvernement. En effet, il constate que le prÃ©sident Pierre Nkurunziza est entourÃ© de conseillers qui sont des militaires (mÃªme le chef de cabinet civil) et tout cela fait que le rÃ©gime soit en quelque sorte militaire. Il dÃ©plore en outre le fait que les diffÃ©rents rÃ©gimes qui se sont succÃ©dÃ©s, aucun nâ€™a fait de rÃ©els avancÃ©es dans la recherche de la vÃ©rit mort de Melchior Ndadaye et ses collaborateurs assassinÃ©s le 21 octobre 1993. Il demande ainsi au gouvernement de faire des efforts afin de faciliter lâ€™indÃ©pendance de la magistrature burundaise. Il leur demande de suivre lâ€™exemple du prÃ©sident dÃ©funt Melchior Ndadaye qui ne voulait pas que la libertÃ© des personnes soit mise en danger. [bonesha/rtr/isanganiro/rpa] Ï Education - Le Centre de Recherche pour le DÃ©veloppement de la Jeunesse (CREDEJ) dÃ©nonce la maniÃ¨re dont les Ã©tats gÃ©nÃ©raux de lâ€™Ã©ducation sont en train dâ€™Ãªtre prÃ©parÃ©s. Selon le dÃ©lÃ les organisateurs ont prÃ©parÃ© des formulaires Ã remplir sous forme dâ€™enquÃªte pour recueillir les points de vue Ã analy lors de cette rÃ©union. Arakaza ArsÃ¨ne trouve que ce formulaire a par ailleurs Ã©tÃ© distribuÃ© aux diffÃ©rents responsable du ministÃ¨re de lâ€™enseignement supÃ©rieur et celui du secondaire, aux hauts cadres de la deuxiÃ¨me vice-prÃ©sidence et de la prÃ©sidence de la RÃ©publique. A ce stade, il constate que les autres intervenants en matiÃ¨re de lâ€™Ã©ducation ont A oubliÃ©s. Par ailleurs, il estime que les conclusions issus des formulaires ne devraient pas Ãªtre pris en compte puisque le comitÃ© des organisateurs est composÃ© de 25 membres et que les 23 sont des cadres de ces institutions ci-haut citÃ©es et que les 2 autres sont des Ã©trangers. Ainsi, il voit que la composition de cette commission devrait Ãªtre revue pour y insÃ©rer les autres intervenants.Â [bonesha] Ï Justice - Comparution ce lundi devant le parquet de Gitega du correspondant de la radio Bonesha FM dans cette province. Hamisi Karihungu a rÃ©pondu Ã une convocation Ã©mise par ce parquet suite Ã une plainte dÃ©posÃ©e par le prÃ©sident de la ligue des jeunes Imbonerakure de la commune Bugendana dans cette mÃªme province, aprÃ¨s un reportage quâ€™il a fait le 4 mai de cette annÃ©e concernant des armes qui auraient Ã©tÃ© distribuÃ©es Ã certains jeunes du site des dÃ©placÃ©s de cette commune. Il a Ã©tÃ© entendu mais David Ninganza d portÃ© plainte nâ€™a pas rÃ©pondu prÃ©sent. Lâ€™affaire a Ã©tÃ© remise au 30 novembre courant. Lâ€™avocat de la dÃ© sâ€™agit dâ€™une manÅ“uvre dilatoire de faire des comparutions inutiles de ce journaliste afin de faire pression sur cette profession domaine. [isanganiro/rpa/bonesha] - Le directeur de la RSF Bonesha fm dÃ©nonce ces convocations de ses journalistes devant la justice. Patrick Nduwimana trouve que le reportage fait par Hamisi Karihungu remplit toutes les exigences de la loi et de la dÃ©ontologie journalistiques. Selon lui, les motifs de ces convocations sont inavouÃ©es et trouve quâ€™il sâ€™agit dâ€™une intimidation puisque le journaliste a fait une investigation sur des rumeurs qui se disaient e interrogÃ© toutes les personnes citÃ©es. Il jure que personne ne peut se laisser intimider de quelque maniÃ¨re que ce soit sâ€™il sait bien quâ€™il est dans la lÃ©galitÃ©. Il demande plutÃ´t au gouvernement de protÃ©ger les journalistes surtout en c pÃ©riode oÃ¹ nous nous acheminons vers les Ã©lections. Il a profitÃ© de cette occasion pour rÃ©agir Ã lâ€™enlÃ¨vement et sÃ©questration du correspondant de ce mÃªme mÃ©dium dans la province de Ngozi, câ€™Ã©tait ce dimanche. Il demande la poursuite en justice de lâ€™auteur de la sÃ©questration et de lâ€™enlÃ¨vement dâ€™Audace Nimbona. [rpa/bonesha] Ï Droit lâ€™homme - Lâ€™Action ChrÃ©tienne pour lâ€™Abolition de la Torture (ACAT) a publiÃ© un rapport semestriel de la situati droits de lâ€™homme. Ainsi, depuis janvier jusquâ€™en juin 2014, 36 personnes ont Ã©tÃ© torturÃ©es sur toute lâ€™Ã©tend provinces dans lesquelles cette association oeuvre. Selon ce rapport prÃ©sentÃ© dans la province de Bururi ce lundi, il est fait mention que certaines victimes ont Ã©tÃ© intimidÃ©es pour quâ€™elles ne portent pas plainte, dâ€™autres ont Ã©tÃ© blo les mutations de ceux qui les ont torturÃ©es pour quâ€™ils Ã©chappent aux poursuites. Alors que certains constatent que les cas de tortures ont diminuÃ© ou tout simplement disparu, les victimes elles constatent plutÃ´t quâ€™ils ont augmentÃ©. Le rapport demande au gouvernement de punir les coupables et de protÃ©ger les tÃ©moins de ces actes. [bonesha/rtnb]